

Paul Barril : capitaine multicarte

Patricia Tourancheau

Libération, 9 mars 1995

Ex-héros du GIGN, il a quitté la cellule de l'Élysée après l'affaire des Irlandais de Vincennes. Depuis, ce proche de Pasqua prospère dans la sécurité privée et les barbouzeries.

CÔTÉ VITRINE, la vie de Paul Barril, 48 ans, n'est qu'une succession de missions secrètes, de manchettes de karaté, de sauts en parachute et de tirs de précision. On le trouve aux côtés de l'émir du Qatar à Cannes, en protection rapprochée lors de ses vacances sur la Côte d'Azur. On le croise en serviteur musclé de chefs d'Etat africains. On le voit voler au secours de M^e Jacques Vergès, après le déballage d'archives de la Stasi est-allemande liées à Carlos, et jurer la main sur le cœur avoir été mandaté pour assassiner l'avocat. On le découvre en défenseur de la veuve du président rwandais Juvénal Habyarimana, partir à l'assaut des médias avec la « boîte noire » du Falcon 50, qui transportait le dictateur hutu lorsqu'il fut abattu en vol le 6 avril 1994 à Kigali. Une fausse « crash box » qui s'est avérée être un vulgaire instrument de navigation.

Les mensonges du capitaine passent, sans laisser de traces apparentes. Que voulez-vous dire à un gendarme aux yeux bleus qui, « pour l'honneur de la France », a tombé l'uniforme de numéro deux du GIGN

pour se hisser au rang des héros nationaux ? Ses exploits remontent aux années 1970, au sauvetage des enfants dans un car détourné à Djibouti et à la « libération » de la grande mosquée de La Mecque occupée par des insurgés en 1979. Sur ordre du président Giscard d'Estaing, le capitaine Barril a dégagé du lieu saint de l'Islam les opposants à la famille royale saoudienne et les milliers d'otages. Un massacre pour sauver le trône de Riyad. En octobre 1981, il a bien commis une petite bavure en donnant à son copain de régiment Philippe Léonard, arrêté pour trafic d'armes, des détonateurs « prélevés sur sa réserve personnelle de l'expédition de La Mecque », a-t-il juré au juge antiterroriste Gilles Boulouque (aujourd'hui décédé), et « destinés à creuser des trous pour une fosse de ball-trap ». La justice a passé l'éponge.

Dans le sillage du « grand » commandant Prouteau, chef du GIGN, le « petit » Barril se retrouve en août 1982 à la cellule antiterroriste de l'Élysée, créée en catastrophe par François Mitterrand, qui n'a pas confiance dans la police, au lendemain de l'attentat de la rue des Rosiers (six morts et 22 blessés). Toujours prompt à servir son pays, le capitaine s'illustre dès le 28 août avec l'arrestation de terroristes présumés, trois Irlandais habitant Vincennes. Mais « Popaul » pour ses

amis veut tellement bien faire qu'il apporte lui-même au domicile de Michaël Plunkett les pièces à conviction, armes, explosifs et documents. Ce haut fait d'armes n'empêche pas Paul Barril d'être mandaté par l'Elysée pour mener des négociations secrètes avec Action directe et le Front de libération nationale de la Corse (FLNC). En juillet 1983, le voilà quand même contraint de quitter la cellule.

Il monte alors une société de sécurité privée au nom évocateur, Secrets. A jouer de ses relations avec l'Elysée - Christian Prouteau à la cellule et François de Grossouvre dans l'entourage direct du Président -, il décroche de beaux contrats de gardiennage, avec la chaîne de distribution Casino et même la sécurité du centre informatique de Marcel Dassault à Saint-Cloud. Mais l'affaire étouffée des Irlandais de Vincennes se réveille en janvier 1985 : Bernard Jégat, l'indic à l'origine du tuyau sur les terroristes, en balance les dessous à la DST (le contre-espionnage), puis au juge Alain Verleene huit mois plus tard. Là encore, le parquet classe sans suite. Derrière l'invulnérabilité du capitaine, ses adversaires voient alors le tas de petits ou grands secrets qu'il a amassés dans sa musette au contact des hommes d'Etat.

Entre les mailles de la justice.

Finalement, le procès de la perquisition truquée chez les Irlandais aura lieu en juin 1991, sans Paul Barril. Mais Christian Prouteau, désormais préfet, et le lieutenant-colonel de gendarmerie Jean-Michel Beau seront condamnés pour « subornation de témoins », pour avoir « couvert » l'opération et « menti » à la justice. Prouteau sera finalement relaxé en appel. Les affaires de « Popaul » dans le privé prospèrent en Afrique, au Proche-Orient et en

France. Mais Paul Barril a un motif de grosse colère, voire de guerre. Il est furieux de la manière dont son associé Pierre-Yves Gilleron, ex-commissaire de la DST en poste cinq ans à la cellule élyséenne, prend ses cliques et ses claques en octobre 1988. Et parce que, dans la foulée, la société Yves Saint Laurent, dirigé par Pierre Bergé, dénonce le contrat de gardiennage avec Secrets. Sa colère culmine quand Gilleron crée en janvier 1990 une entreprise concurrente, Iris Analyse.

Et voilà que la vieille affaire des Irlandais, dont Barril se croyait désormais à l'abri, est brusquement exhumée le 3 août 1992 sur une plainte des Irlandais pour « attentat à la liberté ». Autre coup dur, le capitaine perd le 17 septembre suivant son procès en diffamation contre *le Monde*, pour un article sur la manip' de Vincennes. Fait rarissime dans un jugement en diffamation, le tribunal de Paris estime alors que le journaliste a apporté la preuve de ses écrits et se prononce sur le fond en désignant le coupable : « L'opération des Irlandais n'a été de bout en bout qu'un montage réalisé par le capitaine Barril ».

Pendant ce temps, son ennemi juré, Pierre-Yves Gilleron, commence à chasser sur « son » terrain de chasse, au Congo, chez le président de la République Pascal Lissouba, dont il devient le conseiller en sécurité en janvier 1993. Un mois plus tard, Paul Barril « distribue » des documents confidentiels sur Edwy, des écoutes dont le nom de l'agent-traitant sur le document est « PYVES » et se vante dans ses coups de fil captés par la DGSE : « Le p'tit blond (Gilleron, ndlr), j'ai de quoi le carboniser. »

A deux mois des législatives de 1993, qui salueront le retour de son ami

Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, la bombe des écoutes de la cellule élyséenne explose. Depuis, Paul Barril a retrouvé ses entrées à l'Intérieur et des coups de pouce pour des marchés en Afrique, notamment en Centrafrique. Il n'hésite jamais à dire du bien des « amis » qu'il compte au gouvernement. Dans la dernière Lettre de

la sécurité du capitaine Barril, il écrit au sujet de la prise d'otages de l'Airbus d'Air France : « Le GIGN a réalisé, encore une fois, sous l'impulsion d'Edouard Balladur et de la poigne de fer de Charles Pasqua, un courageux exploit remplissant de fierté chaque Français. » -